

Mutinerie

Déclaration du 1er mai 2024

À bas le nationalisme et la guerre : les travailleurs n'ont pas de pays!

Une fois de plus, le 1er mai, le jour de la solidarité internationale des travailleurs, montre des millions d'autres vies tourmentées et perdues dans la guerre. De l'Ukraine au Congo en passant par le Moyen-Orient, la mer Rouge, le Soudan et au-delà : l'escalade de la violence ne peut pas être simplement attribuée à la montée en puissance de régimes politiques désagréables. La guerre est une conséquence de la crise économique du capitalisme—une crise qui s'aggrave et augmente la menace d'une nouvelle guerre mondiale.

La crise économique alimente le nationalisme et la guerre

Le capitalisme mondial est peut-être en crise mortelle, mais il ne mourra pas de mort naturelle. La chute des taux de profit fait qu'il est de plus en plus difficile pour le capital de trouver des débouchés pour des investissements productifs. D'abord, la solution la plus facile semblait être de faire marcher la planche à plus des billets et de fuir dans la spéculation financière. Cependant, l'éclatement de la bulle financière en 2007-2008 a entraîné un nouvel affaiblissement de la base productive. La crise mondiale n'a fait que s'aggraver, entraînant avec elle la montée progressive des conflits inter-impérialistes.

Dans ce contexte, les capitalistes tentent de résoudre leurs problèmes de rentabilité en réduisant le prix qu'ils paient pour le travail, c'est-à-dire les salaires. Dans le même temps, les prestations sociales sont réduites et des coupes sombres sont opérées dans les dépenses d'éducation, de santé et de retraite. L'objectif est clairement de faire payer aux travailleurs les crises du capitalisme. En outre, les travailleurs du monde entier sont confrontés à une concurrence impitoyable de sous-enchère où la production est délocalisée dans des endroits où les coûts de main-d'œuvre sont nettement inférieurs, où les systèmes fiscaux sont plus cléments et où les lois anti-grève particulièrement sévères sont un aimant.

Lorsque ces mesures ne suffisent pas, et elles ne suffisent pas, la poursuite de la crise désormais systémique sous toutes les latitudes conduit au recours dévastateur et violent à la guerre. Initialement, la guerre est menée par procuration, les puissances impérialistes tirant les ficelles en coulisses. Les financements et les armes sont fournis et de nobles promesses d'aide future sont faites, qui, si elles sont honorées, ont un prix énorme pour ceux qui les reçoivent. Le résultat est un monde où l'impérialisme ne cesse d'alimenter ou de déclencher de nouvelles guerres. C'est une dynamique difficile à contrôler et presque impossible à contenir, qui entraîne le danger croissant d'une confrontation militaire directe entre les grandes puissances. Ainsi, un scénario dans lequel des acteurs impérialistes tels que l'Iran, la Chine, les États-Unis et l'Union européenne s'affrontent ouvertement dans une guerre généralisée devient de plus en plus

probable.

Contre toutes les idéologies nationalistes !

Dans ces conditions, parler d'autodétermination des peuples, de guerres de libération nationale, d'indépendance des peuples est une illusion dangereuse. Une illusion qui nourrit les nationalismes concurrents du Hamas et d'Israël. Une illusion qui encourage l'idée que la dynastie Houthis dispose d'une autonomie politique et économique lorsqu'elle achète des armes iraniennes avec de l'argent du Qatar - tout comme les revendications nationalistes contradictoires dans la guerre en Ukraine. À leur propre manière, ils sont tous des acteurs de soutien utiles, des outils à utiliser dans des guerres par procuration, voire des victimes destinées à être massacrées.

Il est impossible de contribuer à la résurgence de l'internationalisme révolutionnaire en prenant parti dans les guerres impérialistes. On ne peut pas lutter contre la guerre en y participant, quel qu'en soit le prétexte ou la justification. Au contraire, la première tâche des organisations politiques internationalistes est de libérer la classe ouvrière des mille tentacules des bourgeoisies nationales et de l'impérialisme international. Cela passe par le rejet de toutes les formes de nationalisme et de toutes les guerres et par la défense d'une alternative révolutionnaire au capitalisme. Toute autre attitude relève de la politique contre-révolutionnaire et de la préservation du "statu quo".

La terrible cruauté des guerres du capitalisme n'épargne personne. Mais pour l'éventuel "vainqueur", il y a la perspective d'éliminer les concurrents du marché et de s'approprier leurs territoires, ce qui est utile pour une économie moderne en crise profonde. Cela signifie plus de pétrole et de gaz, ralentissant ainsi une transformation écologique urgente. Cela signifie une bataille pour le lithium et les "terres rares". Cela signifie une tentative d'augmenter le taux de profit et, enfin, cela signifie la destruction des biens d'équipement et de valeur, ce qui permet au cycle d'accumulation de recommencer. Que cela se produise avec ou sans bombes nucléaires dépendra des situations de guerre actuelles en Ukraine et à Gaza, où le massacre en cours et la crise de la mer Rouge menacent déjà l'expansion possible de la guerre au reste du Moyen-Orient et au-delà. Le nouveau partage de l'Afrique et les manœuvres chinoises et américaines dans le Pacifique ne se limiteront pas éternellement aux mouvements militaires de leurs procurations. L'avenir que l'impérialisme nous prépare est un avenir plein de destruction, de mort et de barbarie cruelle, jamais vu auparavant. Qui en paiera le prix ?

La classe ouvrière et la guerre

La réponse est évidente : ceux qui doivent faire la guerre sous la bannière

de leur propre bourgeoisie ou de leurs alliés impérialistes. La population civile qui est littéralement décimée par les bombardements inhumains qui détruisent tout et n'épargnent rien. Ceux qui tentent désespérément d'échapper à la pauvreté et qui fuient les conséquences du changement climatique et les ravages des guerres impérialistes par procuration. La seule force qui peut s'opposer au danger d'une guerre plus généralisée est celle des exploités, le prolétariat international, les immenses masses de dépossédés engendrés par la crise du capitalisme. Ces esclaves salariés produisent la richesse sociale de chaque pays avec leur travail, mais ne reçoivent que quelques miettes.

Cette force, exploitée en temps de paix et chair à canon en temps de guerre, peut être le plus puissant antidote à la guerre impérialiste, à condition qu'elle agisse en tant que classe sur son propre terrain contre le capitalisme, ses crises et son militarisme. Mais pour cela, elle doit d'abord se libérer de la domination de l'idéologie de la classe dominante. Les guerres sont causées par les crises des capitalistes, mais elles sont menées par des prolétaires qui suivent les idéologies de la classe dominante. Celles-ci vont de la défense ou de l'exportation de la "démocratie", de la défense des "intérêts nationaux" aux principes religieux "universels" qui doivent être imposés par la force. Sans oublier toutes les idéologies racistes et homophobes, anciennes et nouvelles, qui idéalisent la guerre comme instrument de "purification de la nation".

L'arsenal idéologique de la bourgeoisie pour amener le prolétariat à s'identifier à ses intérêts est richement garni, surtout en ce qui concerne la guerre. Pour ces raisons, il est essentiel que la classe produise une organisation politique internationale avec ses propres tactiques et stratégies. La nature de l'impérialisme et ses actions meurtrières sont internationales. C'est pourquoi nous avons besoin d'un parti international, d'une nouvelle Internationale, qui unisse toutes nos forces dans un seul but : la lutte contre le capitalisme dans toutes ses manifestations économiques et sociales. Le chemin qui y mène est semé d'embûches et toutes ne sont pas le produit direct de la réaction bourgeoise.

Il n'y a pas de "bon côté" dans la guerre impérialiste !

Tout d'abord, il est évident que de nombreuses forces de "gauche", en particulier celles qui se prétendent "révolutionnaires" et "internationalistes", sont elles-mêmes prises dans l'idéologie bourgeoise reproduite quotidiennement par le capitalisme. Elles essaient de choisir le "bon côté" ou même de soutenir un soi-disant "moindre mal" dans chaque guerre. Par exemple, il est souvent fait référence à la puissance militaire excessive de la Russie pour prendre position dans l'intérêt de la "défense de la patrie" de l'Ukraine. D'autres évoquent le potentiel militaire

de l'OTAN pour appeler à la "défense de la Russie". Et pourquoi défendre une formation politique issue du nationalisme djihadiste et fasciste comme le Hamas? Toutes ces positions reposent sur une logique aussi simple que réactionnaire : dans les conflits impérialistes, il faut défendre "le petit", le "pays semi-colonial" ou "l'Etat-nation attaqué", selon les goûts terminologiques, pour être "dans le vrai" selon les idées de la moralité bourgeoise. De telles positions foulent aux pieds les souffrances des victimes de la guerre et sont le poison le plus pur pour la lutte du prolétariat pour la liberté!

L'impérialisme "n'est pas l'œuvre d'un ou de quelques États, il est le produit d'un certain degré de maturité dans le développement ultérieur du capital, un phénomène intrinsèquement international, un tout indivisible qui ne peut être reconnu que dans toutes ses interrelations et auquel aucun État individuel n'est en mesure d'échapper". (Rosa Luxemburg) Le critère décisif est de déterminer quelle classe mène la guerre. Le trait tragique commun à toutes les guerres impérialistes est l'affrontement sanglant des exploités des deux côtés. Dans les deux camps, les gens meurent pour "leur propre bourgeoisie", pour des intérêts qui ne sont pas les leurs !

Contre la guerre, Pour la guerre de classe!

C'est pourquoi, en tant que TCI, nous soutenons l'initiative "Contre la guerre, Pour la guerre de classe" afin de défendre les principes internationalistes fondamentaux dans notre classe. Des principes qui ont été oubliés ou, pire, déformés par les héritiers politiques de la Troisième Internationale dégénérée et de larges pans de l'anarchisme. La gravité de la situation - le danger d'une guerre généralisée - oblige les internationalistes à cette forme de coopération. Nous devons agir au sein d'une classe qui a été poussée sur la défensive par un siècle de contre-révolution staliniste, des décennies de bouleversements et d'attaques politico-sociales de la part de la bourgeoisie internationale. Malgré la détérioration systématique de ses conditions de travail et de vie, notre classe n'a jusqu'à présent pas réagi, ou n'a réagi que de manière inadéquate, aux attaques de la bourgeoisie.

Seul le réveil de ce "géant endormi" peut garantir que le message politique des internationalistes ne reste pas un cri solitaire dans le désert. Seule la reprise de la lutte de classe généralisée permettra la maturation politique et le renforcement des forces internationalistes, conduisant à la formation de l'instrument politique indispensable au dépassement révolutionnaire du système capitaliste : le parti international de la révolution prolétarienne.

Pour une version complète de la Déclaration du 1er mai 2024 de la Tendance Communiste Internationaliste, voir leftcom.org

Le parti mondiale en Canada

La première grande vague révolutionnaire de la classe ouvrière occupe encore la conscience militante malgré sa longue disparition. Alors que notre classe est aujourd'hui confrontée à la menace imminente d'une guerre généralisée, à côté d'un rythme toujours plus rapide d'attaques économiques de la part du capital, notre plus grande défaite sert encore de réserve pour nos leçons les plus riches. Pourtant, si l'on peut dire que la révolution russe a été vaincue à Berlin, à Rome et à Paris, il faut aussi dire qu'elle a été vaincue à Montréal, à Toronto et à Winnipeg. L'expérience canadienne offre des leçons à la fois particulières et générales sur les batailles de classe de l'époque. Alors que les militants de la classe ouvrière luttent aujourd'hui pour la création d'un nouveau parti mondial, un regard rétrospectif sur la formation du Parti communiste du Canada (PCC) peut éclairer nos efforts.

Avant la formation du PCC, la classe ouvrière canadienne était principalement organisée autour de deux partis politiques différents : le Parti social-démocrate du Canada (SDPC) et le Parti socialiste du Canada (SPC). Il y avait également le Parti socialiste d'Amérique du Nord (SPNA), qui était géographiquement concentré dans les villes du sud de l'Ontario et qui comptait moins de membres que le SDPC et le SPC. Ce sont ces trois organisations que les futurs membres du PCC ont traversées, parallèlement à l'essor et aux crescendo des luttes ouvrières en temps de guerre et dans les années d'après-guerre, mais surtout en 1918-1919, le sommet de la vague au Canada. Leurs limites respectives, ainsi que leur trajectoire historique ultime, soulignent la nécessité d'un parti révolutionnaire de la classe ouvrière, mais aussi le fait que sa formation dépend de son ancrage dans la classe élargie et de son engagement intransigeant dans la politique communiste.

Le SDPC, comme le Parti socialiste d'Amérique, était une organisation fédérée. La majorité de ses membres était constituée par ses différentes fédérations linguistiques, en particulier parmi les travailleurs d'Europe de l'Est, notamment les Ukrainiens, mais aussi les Lituanais, les Finlandais, etc. Ces fédérations linguistiques constituaient également le cœur de l'aile gauche du parti. Ces fédérations linguistiques constituaient également le cœur de l'aile gauche du parti. Bon nombre de ces travailleurs auraient eu un passé militant dans la Russie tsariste, auraient été familiarisés avec des figures comme Lénine et Trotski, et auraient en fait contribué à la première tentative de création du PCC. Malgré cela, la direction du SDPC était presque entièrement composée d'une minorité anglophone, et donc dirigée par ce qui allait souvent constituer l'aile droite du parti. Avec le déclenchement de la guerre, le SDPC adopte officiellement une position anti-guerre. Cependant, le SDPC n'adopte pas une attitude

défaitiste explicite et, au fur et à mesure que la guerre progresse, ses dirigeants hésitent et finissent par s'aligner sur le chauvinisme du capital. En comparaison avec les hésitations du SDPC sur la guerre, le SPC a adopté une position anti-guerre beaucoup plus forte et y est resté attaché. Cependant, le SPC était idéologiquement fondé sur la tendance impossibiliste et se concentrait généralement sur une lente éducation intellectuelle de la classe ouvrière. Principalement, la tendance rejetait la valeur des luttes économiques et se demandait même si les révolutionnaires devaient s'y engager. Néanmoins, entre 1912 et 1913, une nouvelle génération de militants s'imposa au sein du SPC et devint une figure de proue des syndicats de l'ouest du Canada. Malgré sa position ferme contre la guerre, le SPC reste marqué par l'impossibilisme et n'a donc pas une conception correcte de la nature de la révolution ouvrière. Enfin, il y a le SPNA. Ce parti se distinguait par son engagement intransigeant en faveur de la révolution ouvrière. Rejetant l'approche réformiste du SDPC, il ne préconisait rien d'autre que la révolution socialiste. Comme le SPC, il avait un passé impossibiliste et poussait même certains aspects de la tendance à l'extrême, bien qu'il rompait néanmoins avec le SPGB au sujet des interventions dans les luttes économiques. Son plus grand défaut reste sa taille et son isolement géographique, pâlisant en comparaison avec le SDPC et le SPC.

Les limites de ces groupes apparaissent au grand jour lors de la grande vague de grèves de 1918 à 1919. La première d'entre elles a lieu à Vancouver, où le meurtre d'un militant ouvrier entraîne une grève générale. Rapidement résolue par une intervention militaire, l'effervescence de la lutte ouvrière n'en persiste pas moins. En 1919, Toronto est secouée par une grève générale et les salles syndicales sont remplies d'acclamations pour la révolution sociale. Le 1er mai, à Montréal, 3 000 travailleurs descendent la rue Sainte-Catherine en chantant l'Internationale. Plus tard dans la même année, des milliers d'ouvriers de la construction navale de Montréal débrayent en solidarité avec les grévistes de Toronto. Des bouchers de Toronto aux barbiers de Victoria, la vague de grèves reflète un profond niveau de combativité au sein de la classe au-delà de la portée de la grande industrie. Mais c'est à Winnipeg, surnommée "le Petrograd du Canada", que les deux classes s'affrontent le plus violemment. C'est là, plus que partout ailleurs, que la question de la domination de classe a été posée le plus clairement par les deux côtés des barricades de classe. En janvier 1919, lors d'une réunion syndicale de 1 700 travailleurs à Winnipeg, on entendit des cris de "Vive la République soviétique de Russie ! Vive Karl Liebknecht !". Le 15 mai, les ouvriers du bâtiment et de la métallurgie de la ville se mettent en grève après que les employeurs ont refusé de négocier. Presque



immédiatement, par solidarité, 500 travailleurs du téléphone, principalement des femmes, se sont mis en grève, de même que 700 boulangers. Bientôt, 30 000 travailleurs seront en grève dans une ville de 179 000 habitants. Malgré le manque d'initiative des syndicats eux-mêmes, des milliers de travailleurs non syndiqués participent activement à la grève. Rien qu'à Vancouver, 60 000 travailleurs feront grève pendant des mois en solidarité avec la grève générale de Winnipeg, ce qui démontre l'importance de cet événement.

La grève générale de Winnipeg en 1919 a donc démontré un changement catégorique dans la conscience de classe et la volonté de lutte. Dès le début de la grève, les grévistes eux-mêmes dirigent la ville. Les comités de grève ont commencé à organiser la distribution de nourriture à côté de la production de la propagande de la grève. Plutôt que de diviser les soldats des travailleurs comme le capital l'espérait, les soldats ont organisé un "parlement des soldats" qui se réunissait tous les jours. Près de 200 réunions de masse ont eu lieu pendant la grève, ce qui prouve qu'un changement massif, actif, conscient et qualitatif s'est produit. La vague de grève a démontré la puissance de l'unité de classe et a révélé que l'équilibre des forces évoluait en faveur de la classe ouvrière. C'est au cours de ce changement de terrain que la première tentative de création du Parti communiste du Canada a vu le jour. Inspiré par le succès de la révolution russe, le SPNA adopte explicitement une perspective bolchevique, rompant avec l'impossibilisme. En liaison avec l'aile gauche du SDPC, ils font les premiers

pas vers un véritable parti révolutionnaire. Mais bien qu'il soit au sommet de la vague révolutionnaire au Canada, l'avenir du parti reste incertain quant à sa capacité à diriger avec succès la classe dans son ensemble. La longue pratique et l'enracinement dans la classe dont bénéficiaient les bolcheviks n'avaient été développés au Canada par aucun des groupes concernés. Tragiquement, la répression étatique tue rapidement le parti dans son berceau, car une grande partie de ses membres sont arrêtés lors de descentes de police. La formation du parti communiste attendra encore deux années exténuantes avant de voir le jour dans une grange de Guelph, en Ontario. Mais en 1921, non seulement la vague de la lutte ouvrière a commencé à déferler, mais la révolution en Russie étouffe sous l'effet de son isolement, de la crise économique et de la guerre civile.

Les défaites de notre classe peuvent être nos plus grandes leçons. Aujourd'hui, notre classe se trouve à la croisée des chemins. Les attaques économiques massives du capital font chuter notre niveau de vie. Les guerres font rage sur tous les continents et la menace d'une guerre impérialiste généralisée se profile à l'horizon. Face à ces menaces, les militants de la classe ouvrière doivent lier leur activité à la formation d'une nouvelle internationale communiste qui est une arme indispensable. Former un tel parti à l'apogée de la combativité ouvrière, et a fortiori après, serait trop peu et trop tard. Le parti doit avoir une vie réelle et active au sein de la classe ouvrière. Il doit être un facteur à l'intérieur de la lutte des classes, la guidant jusqu'à la conclusion révolutionnaire.

Pour quoi Klasbatalo se bat-il?

Nous nous battons pour l'indépendance politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire que nous rejetons toute alliance interclassiste avec le capital, incluant sa gauche. Nous croyons que la classe ouvrière doit se battre sur son propre terrain: premièrement pour se défendre contre les attaques des capitalistes et ensuite, pour accomplir sa tâche historique, celle de l'édification d'un avenir communiste qui éliminera à jamais l'exploitation, l'oppression, et la guerre. C'est à ce but que nous luttons pour la création d'un parti communiste mondial, dont la raison d'être est de disséminer les confusions présentes dans la classe ouvrière et de l'unifier pour son ultime finalité; nous croyons que ce parti sera l'outil révolutionnaire le plus crucial pour notre classe. Même si nous sommes en faveur d'un parti, nous ne croyons pas que notre organisation, à elle seule, est le parti. Nous ne croyons pas non plus que notre organisation deviendra le parti au fil du temps. Le parti sera à la fois le produit de l'élargissement de la lutte des classes et le fruit du travail réel des révolutionnaires, dont nous nous considérons comme l'un des nombreux éléments. Nous ne voyons pas non plus ce parti comme un gouvernement-en-devenir, car l'émancipation de l'humanité dépend de la lutte intarissable de toute la classe ouvrière, et cette lutte ne peut être substituée par le dictat d'une minorité.

FB: <https://www.facebook.com/Klasbatalocollective>

Email: klasbatalocollective@gmail.com Website: <http://www.leftcom.org/fr>

